

Intervention



Focus et après?

Andrée Savard

Numéro 19, juin 1983

L'art en périphérie, périphérie de l'art

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/57358ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Intervention

ISSN

0705-1972 (imprimé)

1923-256X (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Savard, A. (1983). Focus et après? *Intervention*, (19), 23–24.

focus

Saguenay Lac-St-Jean

... et après

Trop bref plaidoyer pour une vie quotidienne mouvementée et une réorganisation du travail ou Focus est mort, vive Focus!... et après...

Ce texte ne veut pas faire un bilan exhaustif de la revue mais plutôt apporter des éléments sur le fonctionnement et l'organisation du travail et aider d'autres groupes à réfléchir sur leurs conditions de vie et de travail. Ce texte ne touche donc que quelques aspects relatifs à Focus. J'aurais pu aussi parler de Focus comme reflet de l'organisation du mouvement alternatif régional (nos préoccupations écologistes très prononcées à certains moments, féministes à d'autres); Focus comme tremplin pour plusieurs permanent-e-s et collaborateur-trice-s (un média ou une école?); Focus comme chien de garde de l'information régionale (nos interventions constantes à l'intérieur de la revue, une plainte présentée au Conseil de presse du Québec contre la censure exercée par le Progrès du Saguenay à notre endroit, pour laquelle le C.P.Q. nous a d'ailleurs donné raison), etc., etc.

Du temps où je travaillais à Focus, en allant chercher le courrier ou un café au restaurant du coin, on me posait des questions du genre «Où est-ce que tu travailles?» «À Focus, c'est une revue...» «Focus? Connais pas.» Pourtant, tout le monde connaît Le Réveil, Le Progrès. Les «gens ordinaires» ne nous lisaient pas. Après quelques mois, j'allais toujours chercher le courrier ou du café, j'existais encore, donc la revue existait. En fait, elle sortait mensuellement, défendant des objectifs peu à peu définis et de ce fait, s'inscrivait dans un certain projet de société, imprécis parce qu'aucun front commun de groupes populaires ou alternatifs (appelez-les comme vous voudrez) n'avait et n'a encore réussi à l'élaborer. Peut-être parce qu'une autre société, ça ne se bâtit pas sur papier mais dans la vraie vie.

Nos objectifs

En juin 1979, l'information est clairement établie comme étant la priorité. Nos objectifs sont les suivants:

1) Assurer une qualité de l'information en intervenant sur des sujets d'ordre social, culturel, politique et économique de telle façon qu'ils correspondent aux enjeux collectifs, ce que ne fait pas la presse traditionnelle dû à sa structure et/ou ses intérêts économiques.

2) Être un outil d'intervention afin de provoquer des débats dans la population et plus particulièrement sur les points suivants, ce

qui ne signifie pas pour autant que nous limitons notre intervention à ces seuls pôles: la qualité de l'information; la lutte anti-sexiste; les conditions de vie des travailleurs et non-travailleurs; le développement culturel; la lutte pour une plus grande autonomie régionale.

3) Favoriser le processus d'ouverture sur le milieu en ayant des liens plus étroits avec les groupements culturels, populaires et ouvriers afin de représenter les principaux débats qui se posent au Saguenay et au Lac Saint-Jean et de se concerter lors d'événements spéciaux.

4) Viser l'autofinancement.

Nos lecteurs et lectrices

Ceci établi, nous atteignons des groupes très précis de la population: le milieu de l'éducation, enseignant-e-s et étudiant-e-s; travailleur-euse-s spécialisé-e-s, chômeur-euse-s et assisté-e-s sociaux-ales. Ces individus, nous nous en rendons compte, gravitent déjà autour d'autres groupes, syndicats, et sont sensibilisé-e-s aux critiques, questions et solutions que nous présentons. Nous n'avons pas été capables de franchir le cap des 2 000 exemplaires, sauf en de rares occasions, pour plusieurs raisons (distribution souvent négligée, traitement de l'information souvent trop intellectuel, manque d'humour, etc.) mais surtout: nous n'avons jamais fait clairement le choix de nous adresser à une clientèle très large au risque de perdre «les plus sensibilisé-e-s». Eh oui! nous avons couru après deux lièvres à la fois.

Le contexte

Pendant ces cinq années d'existence, la revue a été maintenue dans la marginalité. Comme cette marginalité nous pétait dans la face à tout moment, cela avait de quoi nous secouer. On a toujours voulu en sortir mais sans trop savoir par où commencer. Comme j'ai dit plus haut: on a couru après deux lièvres en même temps; il y a eu aussi des facteurs hors de notre contrôle: un financement non adéquat, ce qui est le sort de «ceux qui critiquent», l'isolement dans lequel certains veulent nous maintenir, ceci dit sans être parano. Alors on se disait: Mieux vaut faire un média marginal plutôt que rien du tout. Et notez en passant que la marginalité, c'est encore plus difficile à vivre ici qu'à Montréal!

Focus a été une des rares revues (Luttes urbaines à Drummondville) faite en région, en dehors de Montréal ou de Québec; elle a même été l'ancêtre à un certain moment (la moyenne de vie n'est pas élevée chez les médias alternatifs du Québec). Le poids des rêves est lourd à supporter. D'ailleurs, plusieurs se demandaient comment nous arrivions à faire un média alternatif mensuel du type de Focus, en région. Les exclamations d'admiration des moins réservé-e-s nous faisaient un petit velours et les regards franchement interrogateurs étaient loin de nous étonner. On s'est souvent demandé comment on faisait nous autres mêmes pour continuer à y travailler. Oh! une revue alternative, ça se fait par du monde mais dans quelles conditions?

Selon nous, le produit, la revue, était lié de très près aux conditions dans lesquelles nous l'avons réalisée à chaque mois pendant cinq ans. C'était notre plus fidèle miroir et comme nous n'étions pas Narcisse, les conditions et le produit ont changé plus souvent qu'à leur tour.

Les réflexions qui suivent sont tirées d'une rencontre de quatre ex-permanent-e-s, qui a eu lieu par une belle journée de juin 1982, accompagné-e-s du gazouillis des petits oiseaux et pour la joie de la frappe-à-bord. Ces réflexions, nous les avons enregistrées puisqu'elles devaient s'insérer dans un vidéo sur diverses expériences autogestionnaires au Québec, vidéo qui a d'ailleurs été réalisée.

Le mot autogestion est introduit à l'automne 79. Focus fonctionnait depuis mars 1977: il n'y a pas de réflexion sur l'autogestion à ce moment, mais la volonté de prendre les décisions ensemble existe. Et comme personne n'est propriétaire, les chances d'aboutir à un modèle autogestionnaire sont élevées. Ces deux années sont ponctuées de maints conflits; il devient nécessaire de séparer clairement les secteurs de la publicité et de la rédaction: personne n'assumera à la fois un poste de responsabilité à la rédaction et à la publicité. Des portes claquent. Pendant les cinq années d'ailleurs, plusieurs tendances seront présentes à différents moments (bureaucrate, granola, etc.) et amèneront des remises en question et des réajustements.

Nous, les permanent-e-s

Nous y sommes par choix. Les salaires n'y sont plus. Nous y sommes tout de même. Les conditions dans lesquelles nous faisons le média sont «très mauvaises», nous disent des «professionnel-le-s de l'information», habitué-e-s au luxe d'une radio d'État. Mais nous ne connaissons pas les contraintes de contenu sauf celles que nous nous imposons nous-mêmes (l'honnêteté, l'autocensure).

Plusieurs journalistes auraient d'ailleurs laissé tomber le luxe et le salaire de certains médias pour la liberté et le cadre de travail qui existait à Focus si cette liberté avait été assortie de la sécurité d'un salaire minimal. En plus, il y a ce que nous produisons qui frappait quelques fois dans le mille. «Avec le temps, on se rend compte que les idées et les opinions que l'on sème un peu partout (axées sur les luttes pour la liberté de l'information, des femmes, des travailleurs, des étudiants, des artistes, des prisonniers, des fous, des enfants, etc.) font du chemin et donnent des idées à d'autres qui oeuvrent dans d'autres médias... Ça déränge du monde que Focus sorte à chaque mois. On est au moins fier de ça.»

Le type de journalisme que nous faisons nous implique directement, nous exposons nos convictions, nos valeurs, nos sentiments, notre vécu, nos larmes, nos peurs, nos rires. Notre privé n'est pas dévoilé qu'en collectif mais sur la place publique, les tablettes des tabagies.

Les salaires sont les mêmes pour tous, qu'ils proviennent de l'assurance-chômage, de l'aide sociale ou de la revue. Salaire veut dire revenu minimal assuré, qu'importe sa provenance. C'était un principe à Focus mais qui représentait des inégalités dans la vie privée de chacun-e. Ceux ou celles qui avaient des enfants étaient-ils-elle-s moins disponibles? L'équilibre se faisait-il au niveau des heures de travail? Le nombre d'enfants était-il inversement proportionnel au nombre d'heures de travail? Est-ce que le salaire aurait dû être réparti selon les responsabilités de chacun-e? Est-ce qu'un journaliste travaille lorsqu'il lit des revues, des essais, chez lui, la fin de semaine ou lorsqu'il-elle rencontre des gens dans les bars? En fait, à la rédaction et au graphisme, l'horaire était fixé par les impératifs de production. Combien de nuits passées entre le fauteuil à réfléchir et à piquer un somme et la machine à écrire et la table de graphisme? Pour la comptabilité, la distribution, combien de soirées et de fins de semaine au local ou sur la route? Nous n'avons jamais résolu parfaitement la question du salaire. Le tout s'est détérioré lorsque nous ne pouvions plus combler l'assurance-chômage ou l'aide sociale. Ceci nous a fait réaliser comment le salaire égal pour tous et toutes comportait d'avantages.

L'autofinancement et le financement

Nous avons visé dès le début l'autofinancement. Nous ne l'avons jamais atteint. Les subventions nous ont permis de nous verser des salaires pendant les deux premières années. Lorsqu'elles ont commencé à diminuer, nous avons tenté de diversifier nos sources de financement et mis l'accent sur ce qui nous étaient spécifiques, la revue par les ventes directes et les abonnements, la vente de publicité (l'A.G. acceptait de hausser le maximum de publicité de 25 à 40% puisque cette mesure pourrait aider à la survie du média).

Cette période coïncide avec une consolidation du contenu de la revue. Elle n'était plus culturelle comme à ses débuts mais amenait une critique de notre système, ce qui dérängeait, on l'a vu. La coupure des subventions en provenance du fédéral a été radicale: plus rien. Au palier provincial, l'ob-
tention pour la première fois d'une subven-

tion du ministère des Communications nous a plongés dans la réalité de l'ingérence de l'État. En fait, cette subvention valait-elle le temps passé à produire des rapports d'activités et à lutter contre l'ingérence des fonctionnaires? Après coup, nous sommes à peu près sûrs que non. Ça a miné des énergies et influencé la qualité de la revue. Ceci même si on avait été assez critique et méfiant face à l'État et aux politiciens.

Les tentatives de diversification nous ont aussi demandé beaucoup d'énergie sans trop de résultat. 2 000 revues vendues, c'était pas si mal comparativement à d'autres médias du Québec et d'Europe mais pas assez!

Le conseil d'administration

Notre existence légale nous a imposé la «contrainte» du conseil d'administration quasi incompatible avec l'autogestion. Pendant deux ans, le C.A. a été formé de permanent-e-s et ne se réunissait que très rarement. Il était presque fictif. La démarche entreprise par la suite, tentant de concilier l'autogestion et le communautaire, nous a fait comprendre plusieurs choses quant à l'administration d'un groupe autogéré, encore plus d'un média autogéré. Le C.A. a cessé d'être fictif pour être formé de représentant-e-s du milieu, élu-e-s en assemblées générales. À partir de ce moment, celui-ci (en tant qu'entité et non ses membres pris-e-s individuellement) a à peu près toujours été à la remorque du collectif des permanent-e-s, ces derniers-ères devant constamment expliquer ce qu'il-elle-s vivent quotidiennement. La notion traditionnelle de conseil d'administration qui prend ou entérine des décisions sans mettre les mains à la pâte ou presque, est encore fortement ancrée. On l'a senti à Focus à plusieurs occasions. Comme l'expérience autogestionnaire était encore présente à Focus, cette notion était incompatible et inacceptable pour plusieurs permanent-e-s. Non pas parce que leur pouvoir de décision était amoindri mais parce que celui-ci devait être proportionnel à l'implication. Une première contradiction de notre décision de voguer entre l'autogestion et le communautaire faisait surface. Mais comme pour l'autogestion, nous n'avions pas de modèles et il nous fallait expérimenter.

La rotation et la spécialisation des tâches

Comme nos conditions de travail étaient souvent discutables, il devenait important de faire ce qu'on avait envie de faire et que les tâches ingrates soient réparties équitablement entre chacun-s et chacune-s. Principe fort simple en théorie mais difficile d'application. Les tendances si fortement ancrées dans notre société, à réserver un type de travail aux femmes et un autre aux hommes, ressortent, même si tous et toutes étaient soi-disant sensibilisé-e-s, ce que nous avons tenté de corriger par la suite.

Faire ce qu'on avait envie de faire impliquait donc un équilibre entre la spécialisation et la rotation du travail, et en plus, entre le travail intellectuel et le travail manuel. Les deux ont été relativement faciles à réaliser; si au début, on s'est dit: «N'importe qui peut faire n'importe quoi», on s'est vite aperçu que ce n'était pas vrai, que chacun-e avait ses aptitudes et en plus ses goûts. La spécialisation devait donc aller de pair avec les aptitudes et les goûts de chacun. Toutefois, chacun-e devait avoir assez de connais-

ces de chaque secteur pour pouvoir prendre les décisions en collectif.

Pour le travail plus ou moins spécialisé, nous avons expérimenté de faire à tour de rôle la permanence, la tenue des abonnements, le secrétariat, le courrier, tâches qui étaient assumées par chacun-e pendant une semaine. Cela a duré six mois. Le bilan est positif puisque ce fonctionnement permet d'éviter que le travail de type routinier, moins créatif, soit assigné à une ou aux mêmes personnes mais réparti également entre tous et toutes.

Quant à la division entre le travail intellectuel et manuel, comme du premier découlaient le second, chacun-e assumait les deux aspects. Il a fallu cependant démystifier certains secteurs: Les travailleur-euse-s des autres secteurs (graphisme, comptabilité) percevaient la rédaction comme privilégiée, comportant moins de travail technique comme si l'écriture n'était pas technique. Pour démystifier, on a aussi déjà discuté la possibilité de ne plus signer individuellement les articles, tentant par ce moyen, d'éviter le vedettariat. Cependant, il aurait fallu résoudre la question: qui aurait signé les textes? Le collectif ou le comité de rédaction ne pouvait endosser et signer tous les textes de la revue, ceux-ci étant faits en bonne partie par des collaborateur-trice-s extérieur-e-s, représentant plusieurs tendances.

Le secteur de la comptabilité a aussi fait l'objet d'une démystification. Les travailleur-euse-s de ce secteur ont réussi à faire comprendre au collectif que les chiffres, ça pouvait être compris par tout le monde et que ce n'était pas si mystérieux que ça.

Pour certains, l'expérimentation d'une nouvelle organisation du travail grugeait beaucoup, peut-être trop d'énergie. Mais sans modèles — cela fait peu de temps que les groupes autogérés du Québec échangent sur leurs expériences — nous n'avions pas le choix. Être «efficace», «productif», la confection d'un média et les contraintes de temps l'exigeant, est-ce que ça devient incompatible avec cette expérimentation? Nous pensons que non puisque notre objectif n'était pas de faire de l'argent mais de sortir un média libre et de qualité. Et la qualité de ce produit demeure étroitement liée à l'organisation du travail. Ce n'est pas pour rien que nous n'étions pas fidèlement sur les tablettes le premier de chaque mois!

Le mythe ou plutôt quelque chose de bien réel aura duré près de cinq ans. Plus de Focus depuis janvier 1982 même si le sexisme de Marcel Rivard occupe encore une place de choix dans «notre» quotidien régional, même si on est loin de faire du ski aux alentours des usines Alcan (comme le voudrait leur publicité), même si l'eau potable n'est pas toujours potable et j'en passe.

Quand je fais l'inventaire de tout ce qui ne va pas, de ce qui va et de tout ce que les médias escamotent, j'ai moins envie de dire ou! et de me sentir libérée (missionnaire, non merci!) mais je dis tout de même ou! parce que d'autres prennent actuellement la relève de Focus.

Andrée Savard

Références:

Focus, février 1981, no 38.
Possibles, volume 4, no 3-4, printemps-été 1980. «Faire l'autogestion».
Possibles, vol. 5, no 3-4, année 1981. «Les nouvelles stratégies culturelles».
Vidéo sur l'autogestion au Québec.
Focus, «La difficile autogestion», Revue Dérives, no 24-25, 1980.